

28 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence aux agents des Services du Gouvernement wallon et aux agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 février 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 juin 1998;

Vu le protocole n° 267 du Comité de secteur n° XVI, en date du 18 mai 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux agents des services du Gouvernement wallon, ainsi qu'aux agents des organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

Art. 2. § 1^{er}. Une allocation de foyer est attribuée :

1° aux agents mariés, non séparés de corps, à moins qu'elle ne soit attribuée à leur conjoint;

2° aux agents qui cohabitent maritalement, à moins qu'elle ne soit attribuée à l'autre membre du ménage;

3° aux autres agents des deux sexes ayant la charge d'un ou de plusieurs enfants bénéficiaires d'allocations familiales, sauf s'ils cohabitent avec un agent qui bénéficie d'une allocation de foyer.

§ 2. Au cas où les deux conjoints ou cohabitants sont soumis au statut des agents des services du Gouvernement wallon, l'allocation de foyer est attribuée à celui des deux qui bénéficie du traitement le moins élevé.

La détermination du traitement le moins élevé se fonde sur une comparaison des traitements exprimés en base annuelle brute non indexée, intégrant les anciennetés pécuniaires respectives et correspondant à des prestations complètes.

Dans le cas où l'un des conjoints ou cohabitants ou les deux conjoints ou cohabitants bénéficient de la rétribution garantie, abstraction faite de l'allocation de foyer à attribuer éventuellement, l'allocation de foyer est attribuée à celui qui bénéficie du traitement le plus élevé si ce dernier y a droit conformément aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

A montants annuels égaux, les conjoints ou cohabitants peuvent, de commun accord, désigner celui des deux qui sera bénéficiaire de l'allocation de foyer.

La liquidation de l'allocation de foyer est subordonnée à une déclaration sur l'honneur rédigée par l'agent selon le modèle annexé au présent arrêté et transmise en trois exemplaires au service chargé de la gestion du personnel.

Les dispositions du présent paragraphe sont également applicables aux agents qui cohabitent et qui remplissent les conditions visées au § 1^{er}, 3°.

§ 3. Une allocation de résidence est attribuée aux agents qui n'obtiennent pas l'allocation de foyer.

§ 4. Les agents en disponibilité ne bénéficient ni de l'allocation de foyer, ni de l'allocation de résidence.

Art. 3. Le montant annuel de l'allocation de foyer ou de l'allocation de résidence est fixé comme suit :

1° traitements n'excédant pas 643.035 francs :

allocation de foyer : 29.040 francs;

allocation de résidence : 14.520 francs;

2° traitements excédant 643.035 francs sans toutefois dépasser 732.080 francs :

allocation de foyer : 14.520 francs;

allocation de résidence : 7.260 francs.

La rémunération de l'agent dont le traitement dépasse 643.035 francs ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle de foyer ou d'allocation partielle de résidence.

La rémunération de l'agent dont le traitement dépasse 732.080 francs ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle de foyer ou d'allocation partielle de résidence.

Par rémunération, il faut entendre le traitement augmenté de l'allocation complète ou partielle de foyer ou de l'allocation complète ou partielle de résidence, diminuée de la retenue pour la constitution de la pension de survie.

Art. 4. Le régime de mobilité applicable aux traitements s'applique également à l'allocation de foyer, à l'allocation de résidence et aux seuils de traitements fixés pour leur attribution.

Ils sont rattachés à l'indice-pivot 138,01 au 1^{er} janvier 1990.

Art. 5. L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence est attribuée aux agents exerçant des fonctions à prestations incomplètes au prorata de leurs prestations.

Elle n'est pas attribuée du chef de fonctions accessoires.

Art. 6. L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence est payée en même temps que le traitement du mois auquel elle se rapporte. Elle est payée dans la même mesure et d'après les mêmes modalités que le traitement si celui-ci n'est pas dû pour le mois entier.

Lorsqu'au cours d'un mois survient un fait qui modifie le droit à l'allocation de foyer ou à l'allocation de résidence tel qu'il est défini à l'article 2, le régime le plus favorable est appliqué pour le mois entier.

Art. 7. L'arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 1973, 10 septembre 1981, 14 décembre 1981, 13 décembre 1989 et 5 mars 1993 est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 1997.

Art. 9. Chaque Ministre, membre du Gouvernement wallon, chacun en ce qui le concerne, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Annexe

Allocation de foyer - Désignation du/de la bénéficiaire

Rubrique	Agent qui introduit la demande
1	Le/la soussigné(e) :
2	Nom et prénoms :
3	Lieu et date de naissance :
4	Ministère ou organisme :
5	Adresse administrative :
6	Grade :
7	Position administrative : Activité/Non activité/Disponibilité/Contractuel Temps plein - temps partiel (pourcentage)
8	Numéro matricule ULIS :
9	Traitement annuel brut non indexé :

Rubrique	Conjoint ou personne cohabitante
10	Nom et prénoms :
11	Lieu et date de naissance :
12	Adresse personnelle : Si le conjoint ou le cohabitant travaille dans le secteur public, compléter les rubriques suivantes :
13	Ministère ou autre service public :
14	Adresse administrative :
15	Grade :
16	Position administrative : Activité/Non activité/Disponibilité/Contractuel Temps plein - temps partiel (pourcentage)
17	Numéro matricule ULIS ou SCDF :
18	Traitement annuel brut non indexé :
	Si le conjoint ou le cohabitant ne travaille pas dans le secteur public, cocher la case correspondante : <input type="checkbox"/> Secteur privé <input type="checkbox"/> Indépendant <input type="checkbox"/> Chômage <input type="checkbox"/> Autre :

Déclare sur l'honneur :

19 - que les conjoints ou les cohabitants au cas où ils bénéficient d'un traitement égal, ont décidé de commun accord que l'agent visé à la rubrique 1 sera le/la bénéficiaire de l'allocation de foyer;

20 - que les renseignements précités sont sincères et exacts;

21 - qu'il/elle communiquera immédiatement toute modification aux rubriques 12, 13, 15, 18 et 19 de même que tout changement à l'état civil au moyen d'une nouvelle déclaration établie selon le même modèle.

Fait à....., le.....

Signature de l'agent introduisant la demande,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 1999 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence aux agents des services du Gouvernement wallon et aux agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

Namur, le 28 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 348

[C - 99/27072]

28. JANUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Haushaltszulage oder einer Wohnsitzzulage an die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen;

Aufgrund des am 11. Februar 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 26. Februar 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 17. Juni 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 267 des Sektorenausschusses Nr.XVI vom 18. Mai 1998;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlaß findet Anwendung auf die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung sowie auf die Bediensteten der Einrichtungen öffentlichen Interesses, sowie sie in Artikel 1 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, erwähnt sind.

Art. 2 - § 1. Eine Haushaltszulage wird folgenden Personen gewährt:

1° den verheirateten, nicht von Bett und Tisch getrennten Bediensteten, außer wenn diese Zulage ihrem Ehepartner gewährt wird;

2° den Bediensteten, die eine eheähnliche Lebensgemeinschaft führen, außer wenn diese Zulage dem anderen Haushaltsmitglied gewährt wird;

3° den anderen Bediensteten beiderlei Geschlechts, die für ein bzw. mehrere Kinder sorgen, für die Kindergeld gewährt wird, außer wenn sie mit einem Bediensteten zusammenwohnen, der eine Haushaltszulage erhält.

§ 2. Wenn die beiden Ehepartner oder zusammenlebenden Personen dem Statut der Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Region unterstehen, wird die Haushaltszulage dem Bediensteten, der das niedrigste Gehalt empfängt, gewährt.

Die Festlegung des niedrigsten Gehalts beruht sich auf einem Vergleich der Gehälter auf einer nicht indexierten Bruttojahresgrundlage, wobei die jeweiligen Dienstalterstufen für Vollzeitleistungen zu berücksichtigen sind.

Wenn einer der beiden Ehepartner bzw. eine der beiden zusammenlebenden Personen oder die beiden Ehepartner bzw. zusammenlebenden Personen garantierte Entlohnung beziehen - abgesehen von der gegebenenfalls zu gewährenden Haushaltszulage -, wird die Haushaltszulage der Person gewährt, die das höchste Gehalt empfängt, wenn diese gemäß den Bestimmungen von Artikel 3 des vorliegenden Erlasses darauf Anspruch hat.

Wenn die Jahresbeträge gleich sind, sind die Ehepartner oder zusammenlebenden Personen berechtigt, einstimmig die Person zu bezeichnen, die die Haushaltszulage empfangen wird.

Die Auszahlung der Haushaltszulage ist an eine Erklärung auf Ehrenwort geknüpft, die nach dem dem vorliegenden Erlaß beigefügten Muster vom Bediensteten aufgestellt und der mit der Personalverwaltung beauftragten Dienststelle in dreifacher Ausfertigung übermittelt wird.

Die Bestimmungen dieses Paragraphen finden ebenfalls Anwendung auf die Bediensteten, die zusammenleben und die die im § 1, 3° erwähnten Bedingungen erfüllen.

§ 3. Eine Wohnsitzzulage wird den Bediensteten gewährt, die die Haushaltszulage nicht bekommen.

§ 4. Die zur Disposition gestellten Bediensteten bekommen weder die Haushaltszulage noch die Wohnsitzzulage.

Art. 3 - Der Jahresbetrag der Haushaltszulage oder der Wohnsitzzulage wird wie folgt festgelegt:

1° Gehälter, die 643.035 BEF nicht überschreiten:

Haushaltszulage: 29.040 BEF;

Wohnsitzzulage: 14.520 BEF;

2° Gehälter, die 643.035 BEF überschreiten, ohne jedoch höher als 732.080 BEF zu sein:

Haushaltszulage: 14.520 BEF;

Wohnsitzzulage: 7.260 BEF.

Die Entlohnung des Bediensteten, dessen Gehalt 643.035 BEF überschreitet, darf nicht niedriger als die Entlohnung sein, die er erhalten würde, wenn sein Gehalt diesem Betrag gleich wäre. Der Unterschied wird ihm gegebenenfalls als teilweise Haushalts- oder Wohnsitzzulage gewährt.

Die Entlohnung des Bediensteten, dessen Gehalt 732.080 BEF überschreitet, darf nicht niedriger als die Entlohnung sein, die er erhalten würde, wenn sein Gehalt diesem Betrag gleich wäre. Der Unterschied wird ihm gegebenenfalls als teilweise Haushalts- oder Wohnsitzzulage gewährt.

Unter Entlohnung versteht man das Gehalt, das um die ganze oder teilweise Haushaltszulage bzw. die ganze oder teilweise Wohnsitzzulage erhöht wird, unter Abzug des für die Bildung der Überlebensrente vorgesehenen Betrags.

Art. 4 - Die für die Gehälter geltende Mobilitätsregelung findet ebenfalls Anwendung auf die Haushaltszulage, die Wohnsitzzulage und die für deren Gewährung festgelegten Gehaltsschwellen.

Sie sind an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Art. 5 - Die Haushaltszulage oder die Wohnsitzzulage wird den Bediensteten, die unvollständige Dienstleistungen ausüben, im Verhältnis zu ihren Dienstleistungen gewährt.

Sie wird nicht aufgrund von Nebenämtern gewährt.

Art. 6 - Die Haushaltszulage oder die Wohnsitzzulage wird gleichzeitig mit dem Gehalt des Monats, auf den sie sich bezieht, ausgezahlt. Sie wird im gleichen Verhältnis und nach denselben Modalitäten wie das Gehalt ausgezahlt, wenn dieses nicht für den ganzen Monat zu zahlen ist.

Wenn im Laufe eines Monats ein Ereignis vorkommt, durch das der in Artikel 2 bestimmte Anspruch auf die Haushaltszulage oder die Wohnsitzzulage abgeändert wird, wird das günstigste System für den ganzen Monat angewandt.

Art. 7 - Der Königliche Erlaß vom 30. Januar 1967 zur Gewährung einer Haushaltszulage oder einer Wohnsitzzulage an das Personal der Ministerien, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 29. Juni 1973, vom 10. September 1981, vom 14. Dezember 1981, vom 13. Dezember 1989, vom 5. März 1993, wird aufgehoben.

Art. 8 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Dezember 1997 wirksam.

Art. 9 - Jeder Minister, Mitglied der Wallonischen Regierung, wird in seinem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Januar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

—

Anlage

Haushaltszulage - Bezeichnung des/der Bezugsberechtigten

Rubrik	Bediensteter, der den Antrag einreicht
1	Der/Die Unterzeichnete:
2	Name und Vornamen:
3	Geburtsort und -datum:
4	Ministerium oder Einrichtung:
5	Amtssitz:
6	Dienstgrad:
7	Administrativer Stand (im Dienst/nicht im Dienst/zur Disposition gestellt/Vertragsangestellte(r)/Vollzeitbeschäftigt/Teilzeitbeschäftigt (Prozent)
8	ULIS-Kennnummer
9	Nicht indexiertes Bruttojahresgehalt:

Rubrik	Ehepartner oder zusammenlebende Person
10	Name und Vornamen:
11	Geburtsort und -datum:

Rubrik	Ehepartner oder zusammenlebende Person
12	Persönliche Anschrift: Wenn der Ehepartner oder die zusammenlebende Person im öffentlichen Sektor arbeitet, sind die folgenden Rubriken auszufüllen:
13	Ministerium oder andere öffentliche Dienststelle:
14	Amtssitz:
15	Dienstgrad:
16	Administrativer Stand (im Dienst/nicht im Dienst/ zur Disposition gestellt/Vertragsangestellte(r) . Vollzeitbeschäftigt/Teilzeitbeschäftigt (Prozent):
17	ULIS oder SCDF-Kennnummer:
18	Nicht indexiertes Bruttojahresgehalt: Wenn der Ehepartner oder die zusammenlebende Person nicht im öffentlichen Sektor arbeitet, ist das entsprechende Feld anzukreuzen: <input type="checkbox"/> Privatsektor <input type="checkbox"/> Selbstständige(r) <input type="checkbox"/> Arbeitslose(r) <input type="checkbox"/> Sonstige:

erklärt hiermit auf Ehrenwort:

19 - daß die Ehepartner oder die zusammenlebenden Personen, wenn sie ein gleiches Gehalt bekommen, einstimmig beschlossen haben, daß die Haushaltszulage der in der Rubrik 1 angeführten Person zu zahlen ist;

20 - daß die vorgenannten Auskünfte ehrlich und richtig sind;

21 - daß er/sie jede Abänderung der Rubriken 12, 13, 15, 18 und 19 sowie jede Abänderung des Zivilstands mittels einer neuen gemäß demselben Muster aufgestellten Erklärung sofort mitteilen wird.

Ausgefertigt in....., am.....

Unterschrift des Bediensteten, der den Antrag einreicht,

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 1999 zur Gewährung einer Haushaltszulage oder einer Wohnsitzzulage an die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, beigelegt zu werden.

Namur, den 28. Januar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

N. 99 — 348

[C - 99/27072]

28 JANUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een haard- of standplaatstoelage aan de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering en aan die van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 juni 1998;

Gelet op het protocol nr. 267 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 18 mei 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering, alsook op de personeelsleden van instellingen van openbaar nut vermeld in artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Art. 2. § 1. Er wordt een haardtoelage toegekend :

1. aan de gehuwde personeelsleden die niet van tafel en bed gescheiden zijn, tenzij hun echtgeno(o)t(e) er reeds één geniet;

2. aan de personeelsleden die als echtgenoten samenwonen, tenzij het andere lid van het gezin er reeds één geniet;

3. aan de andere personeelsleden van beider kunnen die één of meer kinderen ten laste hebben voor wie een kinderbijslag wordt toegekend, behalve als zij samenwonen met een personeelslid dat er reeds één geniet.

§ 2. Als beide echtgenoten of samenwoners het statuut van personeelslid van de diensten van de Waalse Regering hebben, wordt de haardoelage verleend aan degene die de laagste wedde heeft.

De laagste wedde wordt bepaald na vergelijking tussen de niet-geïndexeerde jaarlijkse bruto-wedden, met inachtneming van de geldelijke anciënniteiten en op grond van volledige dienstverstrekingen.

Wanneer één van de echtgenoten of beiden de gewaarborgde bezoldiging genieten zonder de eventueel toe te kennen haardoelage, wordt de haardoelage verleend aan degene die de hoogste wedde heeft indien hij/zij er recht op heeft overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van dit besluit.

Bij gelijke jaarlijkse bedragen kunnen de echtgenoten of samenwoners in onderlinge overeenstemming bepalen wie van beiden de haardoelage zal genieten.

De haardoelage wordt uitbetaald op vertoon van een verklaring op erewoord die het personeelslid overeenkomstig het bij dit besluit gaande formulier moet opmaken en in drie exemplaren overmaken aan de dienst van het personeelsbeheer.

De bepalingen van deze paragraaf zijn eveneens toepasselijk op samenwonende personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in § 1, 3^o van dit besluit.

§ 3. De personeelsleden die geen haardoelage genieten, krijgen een standplaatstoelage.

§ 4. De in disponibiliteit gestelde personeelsleden genieten noch de haardoelage, noch de standplaatstoelage.

Art. 3. Het jaarlijkse bedrag van de haardoelage of van de standplaatstoelage wordt vastgesteld als volgt :

1. wedden boven 643.035 BEF :

haardoelage : 29.040 BEF;

standplaatstoelage : 14.520 BEF;

2. wedden tussen 643.035 BEF en 732.080 BEF :

haardoelage : 14.520 BEF;

standplaatstoelage : 7.260 BEF.

De bezoldiging van een personeelslid wiens wedde hoger is dan 643.035 BEF, mag niet kleiner zijn dan die welke het zou verkrijgen als zijn wedde gelijk was aan dat bedrag. In voorkomend geval wordt het verschil hem toegekend in de vorm van een gedeeltelijke haardoelage of van een gedeeltelijke standplaatstoelage.

De bezoldiging van het personeelslid wiens wedde hoger is dan 732.080 BEF, mag niet kleiner zijn dan die welke het zou verkrijgen als zijn wedde gelijk was aan dit bedrag. In voorkomend geval wordt het verschil hem toegekend in de vorm van een gedeeltelijke haardoelage of van een gedeeltelijke standplaatstoelage.

Onder bezoldiging moet worden verstaan de wedde verhoogd met de volledige of gedeeltelijke haardoelage of standplaatstoelage, na aftrek van de gestorte bedragen voor het overlevingspensioen.

Art. 4. De mobiliteitsregeling die voor de wedden geldt, is ook van toepassing op de haardoelage, de standplaatstoelage en de basiswedden vastgesteld voor de toekenning ervan.

Ze zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 op 1 januari 1990.

Art. 5. De haardoelage of de standplaatstoelage wordt toegekend aan de personeelsleden met onvolledige dienstverstrekingen, naar rata van die verstrekingen.

Zij wordt niet toegekend voor bijkomende functies.

Art. 6. De haardoelage of de standplaatstoelage wordt gelijktijdig uitbetaald met de wedde van de maand waarop zij betrekking heeft. Zij wordt uitbetaald in dezelfde mate en volgens dezelfde regeling als de wedde die voor een onvolledige maand verschuldigd is.

Wanneer het recht op de haard- of standplaatstoelage, zoals bepaald in artikel 2, om de een of andere reden gewijzigd wordt in de loop van een maand, wordt het voordeligste stelsel voor de volle maand toegepast.

Art. 7. Opgeheven wordt het koninklijk besluit van 30 januari 1967 houdende toekenning van een haardoelage of een standplaatstoelage aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 juni 1973, 10 september 1981, 14 december 1981, 13 december 1989 en 5 maart 1993. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1997.

Art. 8. De Ministers die lid zijn van de Waalse Regering, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

—

Bijlage

Haardoelage - Begunstigde

Rubriek	Aanvrager
1	De ondergetekende :
2	Naam en voornamen :

Rubriek	Aanvrager
3	Geboorteplaats en -datum :
4	Ministerie of instelling :
5	Administratief adres :
6	Graad :
7	Administratieve stand : Activiteit/non activiteit/Disponibiliteit/Contractueel/Volgtijdse/deeltijdse baan (percentage)
8	Stamnummer ULIS :
9	Niet-geïndexeerde jaarlijkse bruto-wedde :

Rubriek	Echtgeno(o)t(e) of samenwoner
10	Naam en voornamen :
11	Geboorteplaats en -datum :
12	Persoonlijk adres : Als de echtgeno(o)t(e) of de samenwoner in de openbare sector werkt, gelieve de onderstaande rubrieken in te vullen :
13	Ministerie of andere openbare dienst :
14	Administratief adres :
15	Graad :
16	Administratieve stand : Activiteit/non activiteit/Disponibiliteit/Contractueel/ Volgtijdse/deeltijdse baan (percentage) :
17	Stamnummer ULIS of SCDF :
18	Niet-geïndexeerde jaarlijkse bruto-wedde : Als de echtgeno(o)t(e) of de samenwoner niet in de openbare sector werkt, gelieve de gepaste rubriek aan te stippen : <input type="checkbox"/> particuliere sector <input type="checkbox"/> zelfstandige <input type="checkbox"/> werkloos <input type="checkbox"/> andere

Verklaart op erewoord :

19 - dat de echtgenoten of de samenwoners in onderlinge overeenstemming beslist hebben dat de haardtoelage, in geval van gelijke wedden, moet worden toegekend aan het personeelslid wiens naam in rubriek 1 voorkomt;

20 - dat de bovenvermelde gegevens echt en juist zijn;

21 - dat hij/zij iedere wijziging in de rubrieken 12, 13, 15, 18 en 19, en in de burgerlijke stand onmiddellijk zal aangeven aan de hand van hetzelfde formulier.

Gedaan te.....19..

Handtekening van het personeelslid dat de aanvraag indient,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 1999 tot toekenning van een haard- of standplaatstoelage aan de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering en aan die van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Namen, 28 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

B. ANSELME